



1 - Tendances internationales - Les risques et les tensions demeurent en 2012 : vers une croissance en repli aussi bien dans les économies avancées que dans les émergentes

Depuis la fin de l'été dernier, le contexte conjoncturel et financier dans les économies avancées s'est de nouveau nettement dégradé en raison d'une aggravation de la crise des dettes souveraines en zone euro. Ce regain d'incertitudes s'est ensuite transmis aux marchés interbancaires qui ont progressivement présenté des signes de grippage puis, dans un second temps, à l'économie réelle. Les perspectives d'activité se sont ainsi franchement assombries sur la fin d'année 2011, et notamment dans la zone euro.

Pour l'année 2012, les contraintes pesant sur la fin d'année passée sont toujours à l'oeuvre et, combinées aux cures d'austérités mise en place pour faire face aux obligations de réduction des déficits, devraient conduire à un nouveau ralentissement de l'activité. La croissance se contracterait donc aussi bien dans les économies avancées que chez leurs partenaires émergents.

↳ Zone euro : équilibre fragile

Si l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE en fin d'année passée puis en février 2012 (injection de 500 milliards d'€ de liquidités dans le système bancaire à deux reprises) avait permis d'apaiser quelque peu les tensions au sein de la zone euro, cette accalmie a toutefois été de courte durée. En effet, depuis la fin du mois de mars, l'Espagne, contrainte de renégocier ses engagements quant au calendrier de retour à l'équilibre de ses comptes publics (en échange d'une nouvelle cure d'austérité), affole de nouveau les marchés, ravive les craintes de contagion aux pays les plus fragiles de la zone et entraîne dans son sillage les bourses européennes. Alors que les taux des obligations espagnoles à 10 ans s'étaient assez nettement modérés depuis quelques mois, ils ont bondi de près de 1% entre début mars et début avril (de 4,9% à 5,7%).

Dans un environnement pas encore stabilisé, le rétablissement de la zone euro doit donc s'envisager de façon très lente. L'heure est aujourd'hui au désendettement, lequel contraindra la croissance partout (-0,5% en prévision en 2012 pour la zone euro). La cure d'austérité imposée aux pays du Sud de l'Europe pèsera en effet également sur leurs partenaires "producteurs/exportateurs" du Nord de l'Europe dont ils absorbent habituellement une part non négligeable des excédents commerciaux.

↳ États-Unis : un peu de mieux

Outre atlantique, les signaux économiques semblent un peu mieux orientés en ce début d'année 2012. Les créations d'emplois se sont accélérées depuis quelques mois, le taux de chômage continue sa dérive progressive (de 9,9% fin 2009 à 8,3% début 2012), la consommation privée se renforce et les investissements productifs augmenteraient dans les mois à venir. Le rythme de la croissance américaine resterait néanmoins contenu en 2012 : +1,8% en prévision.

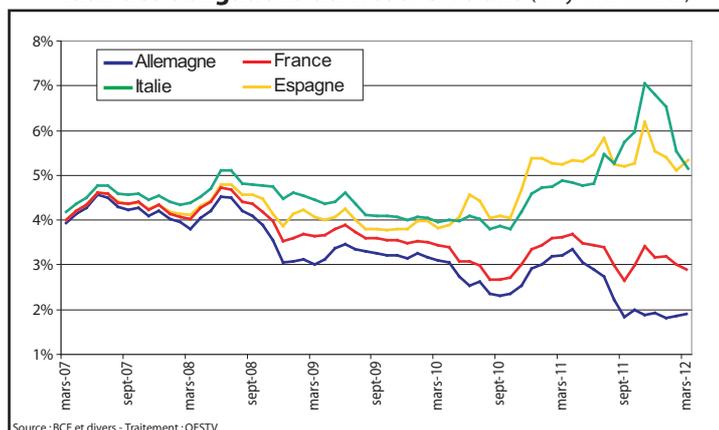
↳ Émergents : activité contrainte par la baisse de la demande émanant des économies avancées

Le découplage économique est bien un mythe : quand il y a ralentissement dans les pays développés, les conséquences sont immédiates pour les usines de leurs partenaires émergents. L'année 2012 n'échappera pas à ce constat : le commerce mondial, en quasi stagnation depuis 1 an, ne devrait que peu évoluer et la croissance dans les pays émergents se replier en conséquence sensiblement.

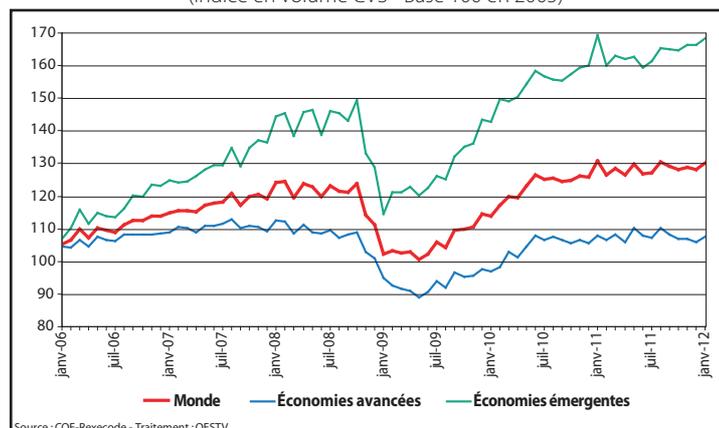
Croissance du PIB et prévisions (source : FMI - 24 janv. 2012)

en %	2010	2011	2012 (p)
Zone Euro	+1,9	+1,6	-0,5
États-Unis	+3,0	+1,8	+1,8
Japon	+4,4	-0,9	+1,7
Royaume-Uni	+2,1	+0,9	+0,6
France	+1,4	+1,6	+0,2
Allemagne	+3,6	+3,0	+0,3
Espagne	-0,1	+0,7	-1,7
Italie	+1,5	+0,4	-2,2
Économies avancées	+3,2	+1,6	+1,2
Chine	+10,4	+9,2	+8,2
Inde	+9,9	+7,4	+7,0
Brésil	+7,5	+2,9	+3,0
Russie	+4,0	+4,1	+3,3
Éco. émergentes et en dével.	+7,3	+6,2	+5,4
MONDE	+5,2	+3,8	+3,2

Taux des obligations du Trésor à 10 ans (moy. mensuelles)



Demande mondiale d'importation - Indice d'ensemble (indice en volume CVS - Base 100 en 2005)



2 - France

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

La croissance résiste en 2011 (+1,7%) ... avant une année 2012 vraisemblablement peu dynamique

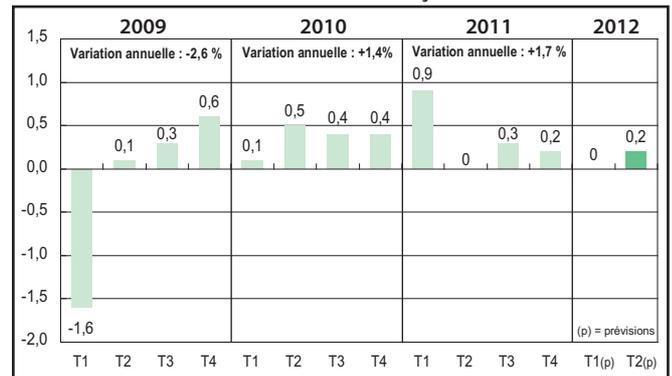
Si le début de l'année 2011 avait été marqué par une forte accélération de l'activité (+0,9% au 1^{er} trimestre), ce coup d'accélérateur a toutefois été rapidement contrecarré par un 2^{ème} trimestre atone dans un climat d'inquiétudes grandissantes autour des problématiques de la dette publique dans la zone euro.

Dans ce contexte conjoncturel très troublé, la croissance française a toutefois mieux résisté qu'attendu sur la fin d'année 2011 (+0,3% et +0,2% aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres) et éviter une entrée en récession au tournant de 2012.

Au 1^{er} semestre 2012, la croissance devrait cependant demeurer relativement faible : elle serait nulle au 1^{er} trimestre et repartirait modérément au 2^{ème}. La production industrielle devrait en effet se replier sur les premiers mois de l'année (avant de se redresser quelque peu au printemps) compte tenu notamment d'une demande intérieure manquant de dynamisme : consommation des ménages en berne, investissements peu soutenus, marché de l'emploi toujours dégradé...

Sur l'ensemble de l'année 2012, la croissance devrait ainsi progresser très modestement : les différentes prévisions disponibles à fin mars l'établissent en effet dans une fourchette comprise entre +0,2% et +0,7%.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Consommation des ménages : en berne en 2011 comme en 2012

↳ Après un timide rebond observé en 2010 (+1,3% suite à deux années quasi atones : +0,5% en 2008 et +0,1% en 2009), **la consommation des ménages a de nouveau été modérée sur l'ensemble de l'année 2011 en ne progressant que de +0,3%.**

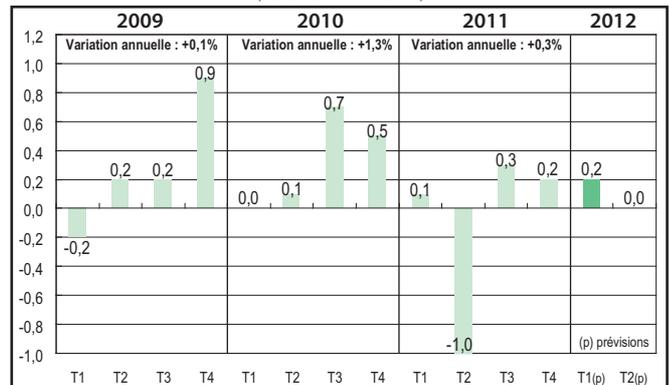
La consommation de biens a reculé de -0,4% en 2011 en raison essentiellement d'un hiver clémente et de dépenses en énergie en repli de -9,0% comparé à 2010. Pour les biens manufacturés, la croissance est restée, pour sa part, modeste à +0,4% (croissance forte pour les biens d'équipement à +7,1%, en stagnation pour les produits agro-alimentaires et en repli de près de 1,0% dans l'automobile).

La consommation de services par les ménages (construction, commerce, transport, services financiers, services immobiliers, services aux ménages...) a mieux résisté en progressant de +1,2% (après +0,8% en 2010 et +0,4% en 2009).

Au 1^{er} semestre 2012, la consommation des ménages devrait rester très peu dynamique (+0,2% au 1^{er} trimestre et 0,0% au 2^{ème} en prévision) aussi bien dans les services que les biens.

Le climat conjoncturel continuera en effet de peser sur les dépenses des ménages : poursuite des destructions d'emplois et de la hausse du chômage, inflation à un niveau supérieur à 2%, faible progression des salaires, pouvoir d'achat en berne (-0,3% en prévision sur le 1^{er} semestre 2012), tour de vis fiscal à venir... L'ensemble de ces éléments conduiraient ainsi les ménages à conserver un niveau d'épargne élevé : ce dernier a d'ailleurs atteint un niveau très élevé en moyenne en 2011 (16,8%) et ne devrait que faiblement se replier en 2012.

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



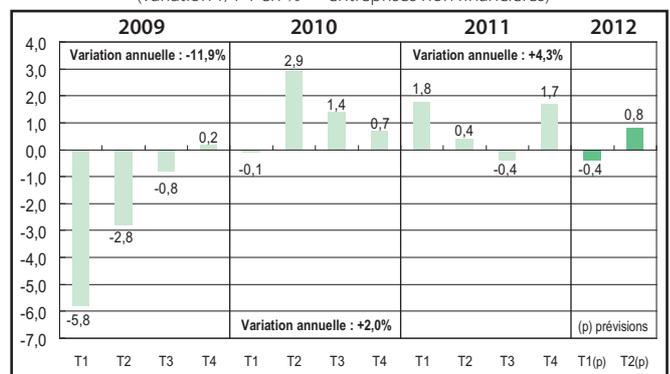
L'investissement des entreprises est toujours contraint par un climat conjoncturel peu favorable

↳ **En 2011, l'investissement des entreprises non financières (ENF) a accéléré de +4,3%** après avoir renoué avec la croissance en 2010 (+2,0% après -11,9% en 2009). Les investissements en produits manufacturés et en services ont été plus dynamiques qu'en 2010, tandis que les dépenses en constructions se sont moins contractées.

Toutefois, compte tenu d'un contexte toujours marqué par **une faible visibilité, la persistance d'une sous-utilisation des capacités de production et des taux de marges au plus bas depuis 25 ans** (le taux de marge des ENF s'est établi à 29,2% en 2011), **l'investissement des entreprises pourrait être contraint en 2012, particulièrement en début d'année** ; plus globalement, une certaine prudence devrait continuer de prévaloir sur ces projets.

↳ **Du côté de l'investissement des ménages**, après 3 années de repli (-3,1% en 2008, -8,8% en 2009 et -1,4% en 2010), **la tendance, portée essentiellement par la construction de logements neufs, s'est inversée en 2011 (+2,6%) ; tendance qui devrait toutefois se modérer dès le 1^{er} semestre 2012.**

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



Déficit commercial record en 2011 à -70 milliards d'€

Sur l'année 2011, notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **a atteint un déficit record de -70,1 milliards d'euros (Mds€) contre -51,8 Mds€ en 2010** (et -45,1 Mds€ en 2009) ; soit une dégradation de 35% en un an. Si nos exportations ont progressé de manière assez soutenue (+8,4%, de 394,6 en 2010 à 427,8 Mds€ en 2011), la croissance de nos importations de marchandises a toutefois été nettement plus vive (+11,5%, de 446,5 en 2010 à 497,9 Mds€ en 2011), et particulièrement sur les produits énergétiques pour lesquels la facture a progressé de +30% (sur les produits manufacturés le montant des importations a progressé de +8,8%).

Source : Douanes
Traitement : OESTV

Climat des affaires en France en mars 2012 : léger mieux dans un contexte encore peu favorable

- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprises interrogés en mars 2012 par l'Insee, le climat des affaires dans l'industrie manufacturière s'est amélioré par rapport au mois précédent : l'indicateur synthétique gagne 3 points à 96 mais demeure toutefois en dessous de sa moyenne longue période. Les carnets de commandes globaux s'améliorent un peu tandis que ceux émanant spécifiquement de l'étranger se regarnissent plus nettement. L'activité serait plus dynamique dans les prochains mois au regard des perspectives de production personnelles et générales.

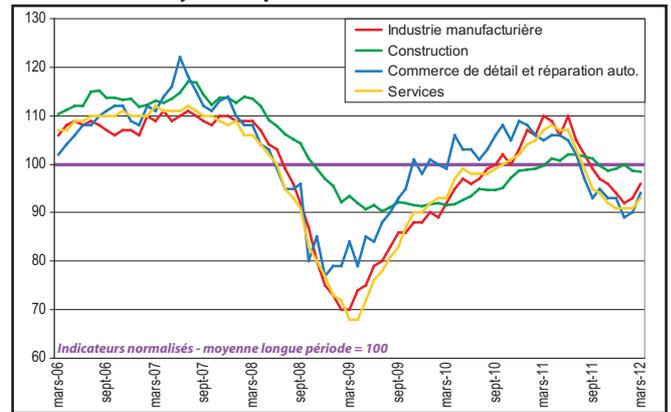
- **Construction / BTP** - Le climat des affaires dans la construction est relativement stable, et ce depuis plus d'un an (indicateur synthétique compris en 98 et 102 depuis déc. 2010). Cependant, l'indicateur de retournement signale un climat conjoncturel défavorable et les chefs d'entreprises sont globalement plutôt pessimistes sur l'activité des prochains mois (carnets de commandes inférieurs à la normale).

- **Commerce de détail / automobile** - Si l'indicateur synthétique des affaires gagne 4 points en mars (à 94), ce dernier demeure cependant assez nettement en deçà de sa moyenne longue période. Au sein de cet ensemble "commerce/auto", l'activité apparaît en nette baisse dans l'automobile tandis, qu'à l'inverse, elle se redresse dans le commerce de détail (chez les généralistes particulièrement). Pour les mois à venir, les perspectives générales d'activité resteraient à un bas niveau mais tendraient à se redresser modérément.

- **Services** - Si les entreprises estiment que l'activité a un peu accéléré sur les derniers mois (l'indicateur synthétique gagne 2 points en mars à 93), elles restent cependant pessimistes dans leurs anticipations. L'indicateur de retournement continue en effet de signaler un climat conjoncturel défavorable. Dans les services hors intérim, les chefs d'entreprises sont plus nombreux à indiquer une baisse des effectifs au cours des derniers mois et projettent globalement de faibles créations d'emploi sur la période à venir.

Source : INSEE et DARES - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

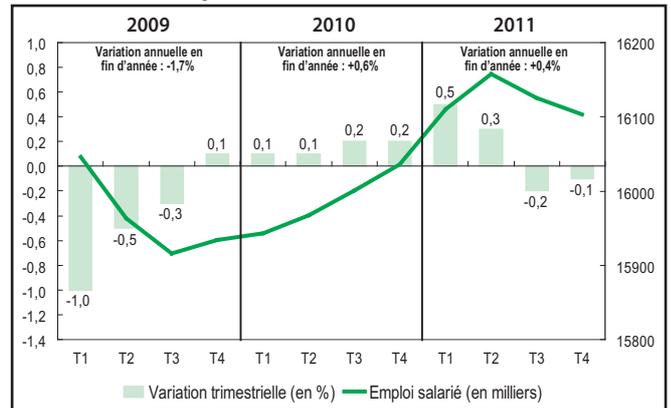
Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Emploi salarié privé 2011 : poursuite du redressement au 1^{er} semestre mais nette dégradation au 2^d

Après s'être redressé en 2010 (+102 000 postes) puis au cours du 1^{er} semestre 2011 (+121 000 postes), **l'emploi salarié privé s'est de nouveau dégradé depuis juin dernier en France. Les 3^{ème} (-31 400 emplois) et 4^{ème} trimestres (-22 600 emplois) ont en effet été caractérisés par une complète inversion de tendance.** Au total sur l'année 2011, l'emploi salarié privé a tout de même progressé de +0,4%

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



Évolution de l'emploi par secteur d'activité au cours de l'année 2011 (secteurs marchands uniquement)

- Sur l'ensemble de l'année 2011, **l'emploi salarié dans l'INDUSTRIE est resté quasiment stable : 2 200 emplois détruits** après -60 800 en 2010 et -166 300 en 2009. Tandis qu'au cours du 1^{er} semestre 2011, 4 700 emplois avaient été créés, notre industrie en a détruit 6 900 au second. **A fin décembre 2011**, la France compte 3,296 millions de salariés dans l'industrie, **soit des effectifs en évolution de -0,1% sur un an.**

- **Dans la CONSTRUCTION, 11 900 emplois ont été détruits en 2011** (après -13 100 en 2010 et -39 400 en 2009) : +2 800 postes au 1^{er} trimestre, -3 800 au 2^{ème}, -6 300 au 3^{ème} et, enfin, -4 600 au 4^{ème}. **A fin décembre 2011**, la France compte 1,438 million de salariés dans la construction, **pour une évolution des effectifs de -0,8% sur un an.**

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND, de nouveau, on observe un bon 1^{er} semestre 2011** (+68 000 et +49 600 emplois aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres) **suivi d'un 2^d en repli** (-20 100 puis -16 200 postes aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres) ; **soit au total, sur 2011, un gain de +81 300 postes** (après +175 500 en 2010 et -67 200 en 2009). Hors Intérim, les gains d'emplois ont été un peu plus élevés sur l'ensemble de l'année à +103 100 postes. En effet, après la création de 12 200 postes au 1^{er} semestre, **l'emploi intérimaire s'est nettement dégradé au 2^d semestre avec une perte de 34 000 emplois.** **A fin décembre 2011**, la France compte 11,370 millions de salariés dans le tertiaire marchand, **pour une évolution des effectifs de +0,7% sur un an.**

Au cours du 1^{er} semestre 2012, la baisse de l'emploi se poursuivrait dans les secteurs marchands selon l'Insee : **49 000 postes seraient supprimés** (-31 000 dans l'industrie, -2 000 dans la construction et -16 000 dans le tertiaire marchand).

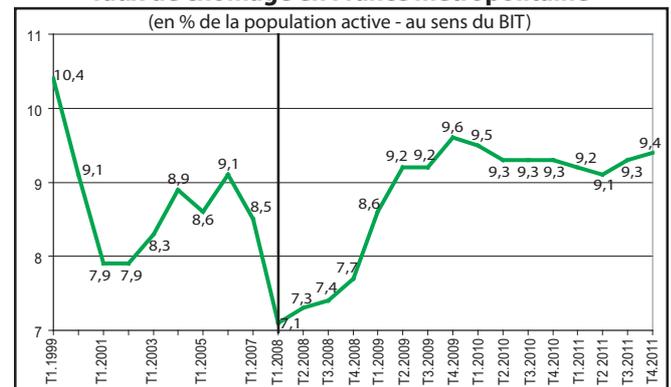
Taux de chômage en France métropolitaine en hausse de +0,3% au 2^{ème} semestre 2011

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2011, le taux de chômage en France métropolitaine s'est établi à 9,4% de la population active, soit une hausse de 0,3 point sur les 6 derniers mois de l'année et une légère progression de +0,1 point comparé à un an auparavant.

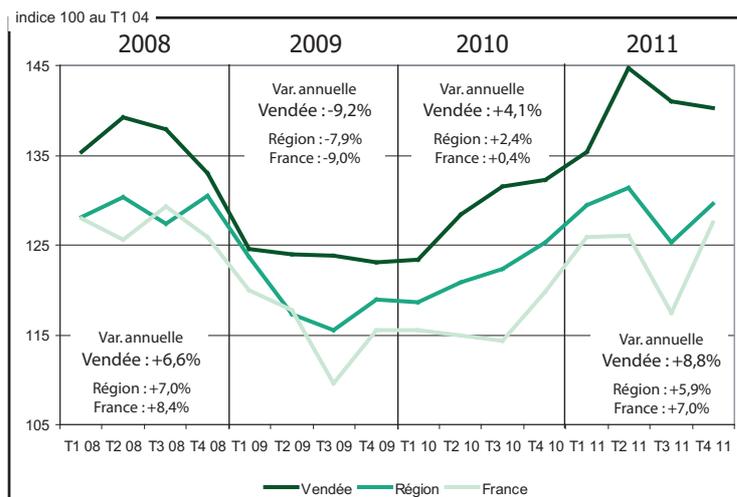
La France métropolitaine compte 2,678 millions de demandeurs d'emploi (DE au sens du BIT - Insee) **à fin décembre 2011, soit 92 000 de plus qu'en juin 2011**, 51 000 de plus sur un an et ... 685 000 de plus comparé à fin mars 2008 (point bas du chômage avant crise).

Les dernières statistiques relatives aux inscriptions à Pôle Emploi à fin février 2012 (DE de cat.A en France métropolitaine) **confirment la poursuite des difficultés sur le marché du travail.** En effet, depuis fin décembre 2011, près de 20 000 nouvelles inscriptions de DE de cat.A ont été enregistrées dans l'Hexagone.

Taux de chômage en France métropolitaine



Rythme de croissance soutenu tout au long de l'année 2011



Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal ont déclaré un chiffre d'affaires de 30 838 millions d'€ au cours de l'année 2011. Ce résultat s'inscrit en hausse de +8,8% comparé à 2010 et dépasse même son niveau de 2008 de +2,9% (année de référence avant crise).

En terme de rythme de croissance, la hausse du CA a été soutenue sur l'ensemble de l'année 2011 : +9,6% au 1^{er} trimestre 2011 (comparé au 1^{er} trimestre 2010), +12,6% au 2^{ème} trimestre, +7,2% au 3^{ème} trimestre et +6,1% au 4^{ème} trimestre. Le ralentissement de l'activité anticipé pour la fin de 2011 ne s'est pas confirmé.

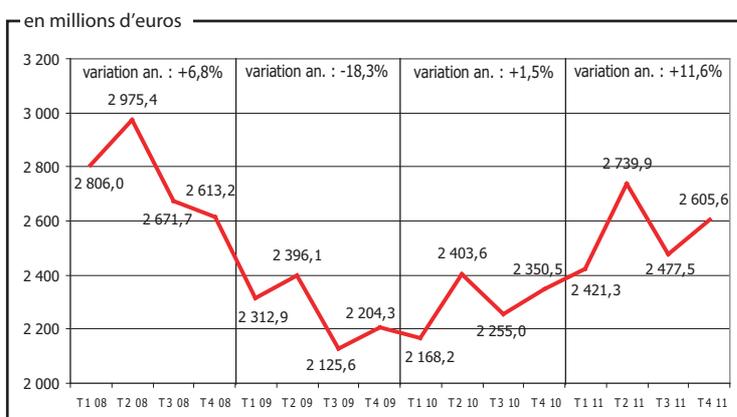
Comme en Vendée, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré, en 2011, une hausse de leur chiffre d'affaires de, respectivement, +5,9% et +7,0% comparé à 2010. Toutefois, contrairement aux entreprises vendéennes, ces dernières peinent à retrouver leurs niveaux d'activité de 2008 (respectivement -0,1% et -2,3% comparé à 2008).

Chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal

(en millions d'euros)	T1 11	T2 11	T3 11	T4 11
Vendée	7 434,6	7 947,1	7 747,3	7 709,2
Région	41 067	41 665	39 725	41 101
France	1 077 976	1 078 647	1 005 551	1 091 470

Chiffre d'affaires par secteur en Vendée

Rebond du CA dans l'industrie sur 2011



↳ **INDUSTRIE** (33,2% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2011) : Le léger rebond de l'activité entrevu au cours de l'année 2010 (+1,5%) se renforce sur l'année 2011 avec une hausse du CA de +11,6% (10 244 millions d'euros ont été déclarés en 2011 contre 9 177 millions d'euros en 2010). La hausse a été soutenue sur l'ensemble de l'année: +11,7% au 1^{er} trimestre (comparé au 1^{er} trimestre 2010), +14,0% au 2^{ème} trimestre, +9,9% au 3^{ème} trimestre et enfin +10,9% au 4^{ème} trimestre.

Néanmoins, comparé à l'année 2008, le chiffre d'affaires enregistré en 2011 demeure inférieur de -7,4%.

Agroalimentaire (36,9% du chiffre d'affaires total de l'industrie vendéenne en 2011) : le chiffre d'affaires des industries agroalimentaires s'est établi à 3 778 millions d'euros en 2011 contre 3 440 millions d'euros l'année précédente, soit en hausse de +9,8% (+6,5% au 1^{er} trimestre, +12,9% au 2^{ème}, +11,4% au 3^{ème} et +8,5% au 4^{ème}).

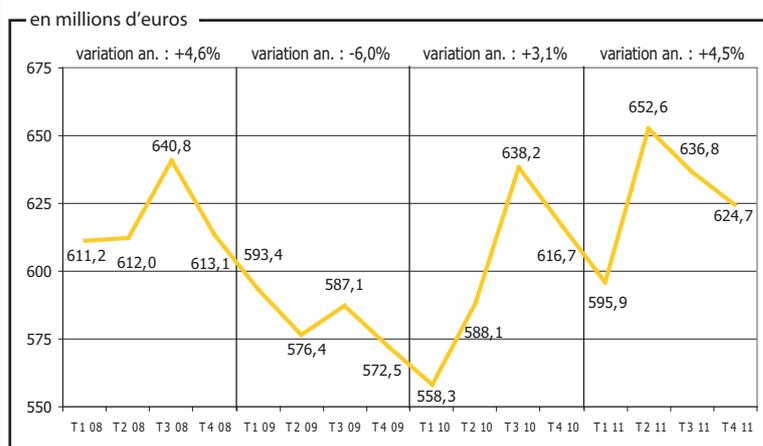
Biens d'équipement (25,6%) : le chiffre d'affaires dans l'industrie des biens d'équipement s'élève à 2 626 millions d'euros en 2011 contre 2 218 millions d'euros en 2010, soit en forte hausse de +18,4% (+21,0% au 1^{er} trimestre, +18,1% au 2^{ème}, +15,2% au 3^{ème} et +19,9% au 4^{ème}).

Biens intermédiaires (21,5%) : les entreprises vendéennes de l'industrie des biens intermédiaires ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 207 millions d'euros en 2011 contre 1 955 millions d'euros en 2010, soit une progression soutenue de +12,9% (+14,3% au 1^{er} trimestre, +18,9% au 2^{ème}, +7,4% au 3^{ème} et +10,6% au 4^{ème}).

Biens de consommation (10,4%) : le chiffre d'affaires de l'industrie vendéenne des biens de consommation s'est établi à 1 062 millions d'euros en 2011 contre 1 022 millions d'euros en 2010, soit une croissance de +3,9% (-0,1% au 1^{er} trimestre, +10,1% au 2^{ème}, +0,5% au 3^{ème} et +5,7% au 4^{ème}).

Industrie automobile (3,9%) : les entreprises vendéennes de l'industrie automobile ont déclaré un chiffre d'affaires de 401 millions d'euros en 2011 contre 392 millions d'euros en 2010, soit une légère hausse de +2,4% (+2,2% au 1^{er} trimestre, +5,7% au 2^{ème}, repli de -6,7% au 3^{ème} puis +6,4% au 4^{ème}). Le secteur de l'industrie automobile demeure celui qui a été le plus impacté par la crise avec une activité toujours inférieure de -37,3% comparé à 2008.

Contraction de l'activité sur la fin d'année 2011

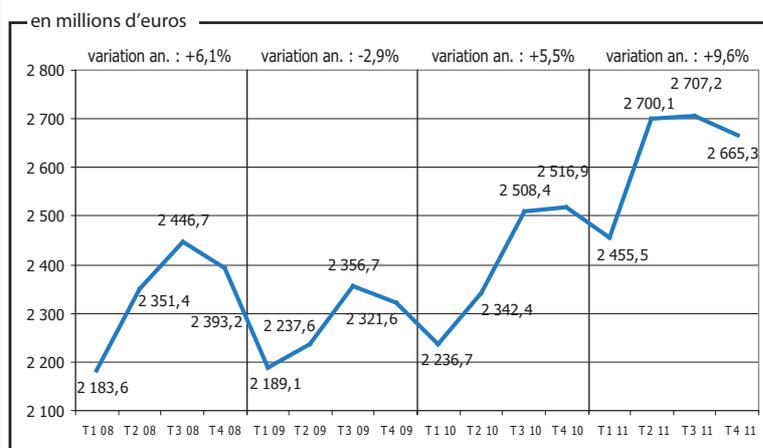


↳ **CONSTRUCTION** (8,1% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2011) : **Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 510 millions d'euros en 2011 contre 2 401 millions d'euros en 2010, soit une hausse de +4,5%.**

En terme de rythme de croissance, les bons résultats des 6 premiers mois de 2011 (+6,7% au 1^{er} trimestre 2011 comparé au 1^{er} trimestre 2010 et +11,0% au 2^{ème}) ont toutefois été suivis **d'un ralentissement de l'activité depuis l'été (-0,2% au 3^{ème} trimestre puis +1,3% au 4^{ème} trimestre).**

Le chiffre d'affaires du secteur de la construction réalisé sur 2011 est légèrement supérieur **de +1,3% comparé à celui de 2008.**

Léger ralentissement du rythme de croissance de l'activité dans le commerce sur le dernier semestre



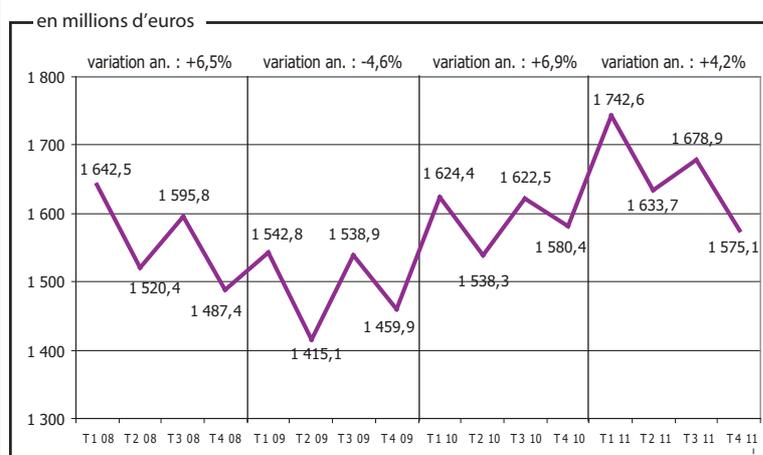
↳ **COMMERCE** (34,1% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2011) : **Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 10 528 millions d'euros en 2011 contre 9 604 millions d'euros en 2010, soit une hausse de +9,6%.**

La hausse de l'activité a été soutenue au 1^{er} semestre 2011 (+9,8% au 1^{er} trimestre et +15,3% au 2^{ème}) puis un peu moins dynamique au 2nd (+7,9% au 3^{ème} trimestre et +5,9% au 4^{ème}).

Le secteur du commerce est celui qui a le mieux résisté à la crise avec un CA enregistré en 2011 supérieur de **+12,3% comparé à celui de 2008.**

Toutes les composantes du secteur du commerce ont enregistré une hausse de leur activité en 2011 : **+15,4% pour le "commerce de gros"** (49,6% du chiffre d'affaires total du commerce en 2011), **+4,8% pour le "commerce et réparation automobile"** (16,3%) et **+4,3% pour le "commerce de détail"** (34,1%).

Hausse de l'activité dans le secteur des services en 2011 ... mais stagnation au 4^{ème} trimestre



↳ **SERVICES** (21,5% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2011) : **Les entreprises du secteur des services ont déclaré un chiffre d'affaires de 6 630 millions d'euros en 2011 contre 6 366 millions d'euros en 2010, soit une progression de +4,2%.**

Le rythme de croissance s'est ralenti au fil des trimestres (+7,3% au 1^{er} trimestre, +6,2% au 2^{ème} et +3,5% au 3^{ème}) et a fini par stagner au 4^{ème} trimestre (-0,3%).

Par rapport à 2008, le chiffre d'affaires réalisé dans les services en 2011 est supérieur de **+6,2%.**

Sur l'année 2011, seules les **"activités financières"** (11,9% du CA total des services en 2011) et, dans une moindre mesure, les **"activités immobilières"** (10,5%) s'affichent en retrait comparé à 2010 (respectivement -20,0% et -5,5%).

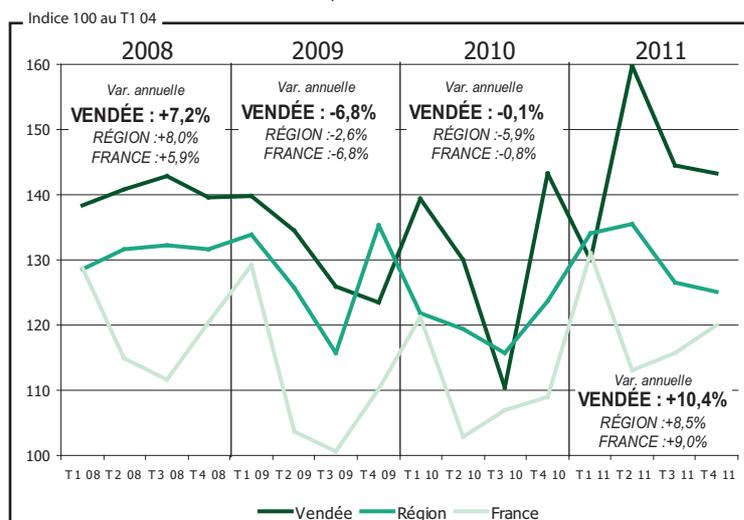
L'ensemble des autres composantes des services enregistrent, pour leur part, une hausse de leur activité : **+19,7% pour le "transport"** (31,2%), **+6,3% pour les "services aux particuliers"** (12,8%), **+5,5% pour les "services aux entreprises"** (28,3%).

4 - Conjoncture vendéenne : Investissements des entreprises

Source : DGFIP 85 - Traitement : OESTV

Stagnation des investissements sur le 4^{ème} trimestre après de très bons 2^{ème} et 3^{ème} trimestres

REMARQUE : Les entreprises financières ne sont plus prises en compte dans l'analyse des investissements comme cela est le cas dans les statistiques nationales de l'Insee.



Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 1 351 millions d'euros sur 2011 contre 1 224 millions d'euros sur 2010, soit une hausse de +10,4%.

Après un 1^{er} trimestre 2011 délicat (-6,8% comparé au 1^{er} trimestre 2010), le montant des investissements a nettement progressé sur les 2^{ème} (+23,0%) et 3^{ème} trimestres (+30,9%) avant toutefois de stagner sur le 4^{ème} trimestre (-0,1%).

Le niveau des investissements réalisés en 2011 s'affiche en **légère hausse de +2,8% comparé au niveau de 2008.**

Comme les entreprises vendéennes, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré une hausse de leurs investissements sur 2011 de respectivement +8,5% et +9,0%. Les investissements réalisés en Région et en France sont proches de leurs niveaux de 2008 (respectivement -0,6% et +0,9%).

Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE (33,1% du total des investissements en 2011): Les entreprises industrielles ont investi 447 millions d'euros en 2011 contre 359 millions d'euros en 2010, soit une forte hausse de +24,3%.**

En détail, les "biens d'équipement", "l'énergie" et les "biens intermédiaires" enregistrent de très fortes progressions en 2011 : respectivement +126,3%, +55,4% et +18,0% (hausse à relativiser pour les 2 premiers secteurs cités puisqu'ils affichaient l'année précédente un net recul de leurs immobilisations de -47,8% pour les biens d'équipement et de -29,4% pour l'énergie).

"L'industrie automobile" enregistre également une croissance, toutefois plus modérée, à +2,0%.

Enfin, "l'agroalimentaire" ainsi que les "biens de consommation" ont vu leurs investissements reculer en 2011 : respectivement -19,0% et -6,9%.

↳ **CONSTRUCTION (5,7%) : Les entreprises du secteur de la construction ont investi 77 millions d'euros en 2011 contre 82 millions d'euros en 2010, soit un recul de -5,7% (dont -12,3% au 4^{ème} trimestre comparé au 4^{ème} trimestre 2010).**

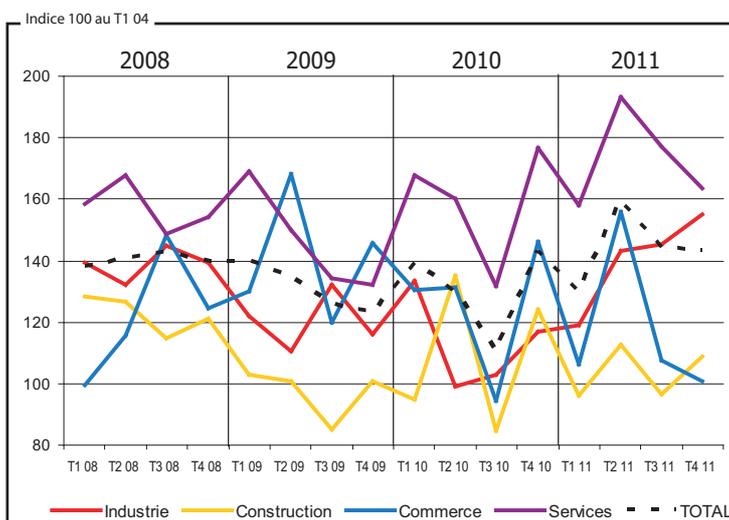
↳ **COMMERCE (13,8%) : Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 185 millions d'euros d'investissements en 2011 contre 197 millions d'euros en 2010, soit un recul de -6,4% ; essentiellement dû aux mauvais résultats enregistrés au 4^{ème} trimestre (-31,1% comparé au 4^{ème} trimestre 2010).**

Dans le détail, les immobilisations progressent dans le "commerce de gros" (+12,1%) tandis qu'elles s'affichent en retrait dans le "commerce et réparation auto." (-17,9%) et dans le "commerce de détail" (-17,0%).

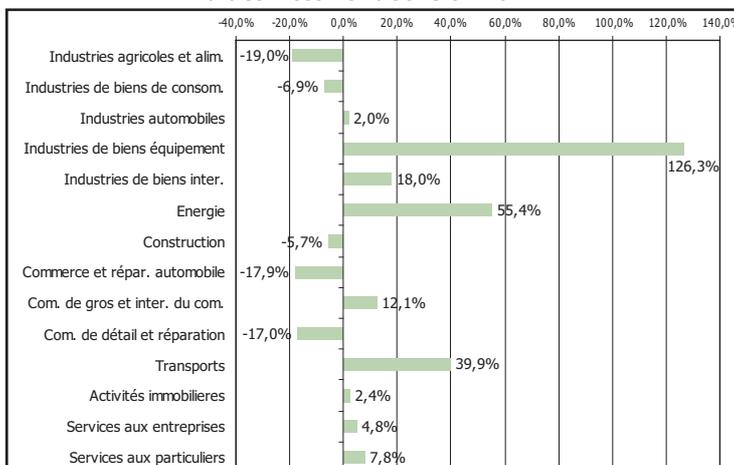
↳ **SERVICES (43,8%) : Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 578 millions d'euros en 2011 contre 531 millions d'euros en 2010, soit une hausse de +8,7%.**

Comme pour la construction et le commerce, les investissements dans le secteur des services s'affichent en net repli sur le 4^{ème} trimestre 2011 (-7,5% comparé au 4^{ème} trimestre 2010).

L'ensemble des secteurs des services enregistrent une hausse des immobilisations sur l'année 2011 : +39,9% pour le "transport", +7,8% pour les "services aux particuliers", +4,8% pour les "services aux entreprises" et +2,4% pour les "activités immobilières".



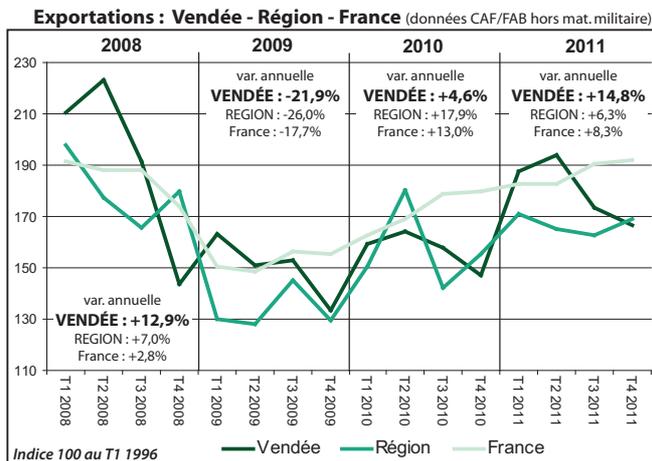
Évolution des investissements dans les principaux secteurs d'activités vendéens en 2011



5 - Conjoncture vendéenne : Exportations

Les exportations vendéennes ont poursuivi leur redressement en 2011

Source : Direction des Douanes
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée



Principaux produits exportés depuis la Vendée en 2011

Parmi les principaux postes vendéens à l'exportation, l'année 2011 a été marquée par un rebond significatif de la filière "navires et bateaux" (+23,5%, même si ce résultat est toujours inférieur de 29% à celui observé en 2008), de la "filiale mécanique" (toutes machines et équipements) mais aussi de l'ensemble des "productions agro-alimentaires".

A l'inverse, les exportations "d'articles d'habillement" se replient de nouveau, comme cela était déjà le cas sur les années précédentes.

	2010 / 2011	2009 / 2010
Navires et bateaux (20,1% des exportations en valeur sur 2011)	+23,5%	+11,3%
Viandes et produits à base de viande (16,9%)	+15,0%	+22,7%
Machines et équipements d'usage général (7,4%)	+13,1%	-30,1%
Articles d'habillement (6,7%)	-13,3%	-7,4%
Produits de la culture et de l'élevage (5,0%)	+56,7%	-9,3%
Machines agricoles (3,8%)	+38,4%	+10,9%
Machines diverses d'usage spécifique (3,8%)	+38,4%	+36,4%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (3,7%)	+8,3%	-8,1%
Produits alimentaires divers (3,1%)	+67,0%	+75,7%
Produits de la construction automobile (2,6%)	+10,7%	-1,0%
Matériel électrique (2,4%)	-3,9%	-13,2%
Équipements pour automobiles (2,2%)	+27,4%	-1,2%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2,1%)	+38,1%	+34,7%

En 2011, le montant des exportations vendéennes s'est établi à 1 940 millions d'€, soit une progression de +14,8% comparé à l'année précédente (1 690 millions). Si les montants des exportations vendéennes s'étaient fortement affaiblis au plus fort de la crise, ils poursuivent toutefois depuis leur redressement. Ainsi, fin 2011, ces derniers ne s'inscrivaient plus qu'en retrait de 6,2% comparé à ceux observés en 2008 (point haut pour nos exportations).

En Région et en France, les montants exportés en 2011 ont également progressé mais plus modérément : respectivement +6,3% et +8,3%. Ils demeurent inférieurs à ceux de 2008 en Région (-7,4%) mais ont dépassé ce niveau à l'échelle de l'Hexagone (+1,7%).

6 - Conjoncture vendéenne : Créations d'entreprises

Net recul des créations d'entreprises sur l'année 2011

Source : INSEE - APCE
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Selon l'APCE, 3 990 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées sur l'année 2011 contre 4 757 en 2010, soit un net recul de -16,1% (767 créations en moins).

Comme en Vendée, la Région et la France enregistrent une nette érosion des créations d'entreprises sur 2011 : respectivement -12,5% et -11,9%.

Sur les 2 premiers mois de 2012, les créations d'entreprises en Vendée continuent de reculer comparé aux 2 premiers mois de 2011 : -2,9%.

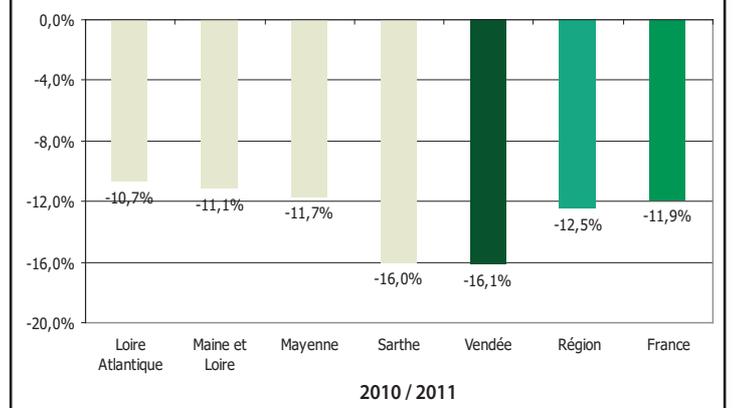
Dans le détail, la Vendée a enregistré 2 059 créations d'auto-entreprises en 2011, soit 51,6% des créations totales. A l'échelle régionale, les auto-entrepreneurs rassemblent 52,9% de l'ensemble des créations observées tandis qu'en moyenne en France, cette part s'élève à 54,9%. Les créations d'auto-entreprises vendéennes s'affichent en très nette baisse de -22,5% en 2011 comparé à 2010 (même tendance en France -18,9% et en Région -18,1%).

Hors régime de l'auto-entrepreneur, 1 931 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées en Vendée en 2011 contre 2 099 en 2010, soit une baisse de -8,0%.

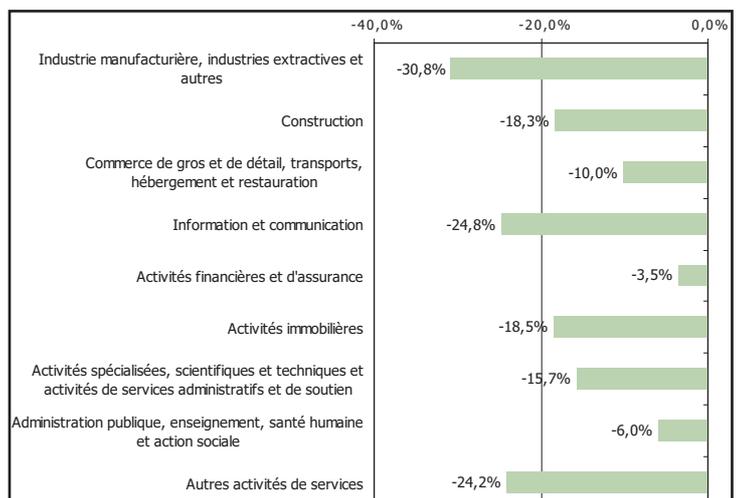
Créations par secteur d'activité (y c. auto-entreprises)

L'ensemble des secteurs d'activité enregistre une forte baisse des créations en 2011 : -30,8% pour "l'industrie" comparé à 2010, -18,3% pour la "construction", -10,0% pour le "commerce / transport / restauration" et -16,6% pour les "services".

Évolution du nombre de créations d'entreprises (y compris auto-entreprises)



Évolution des créations d'entreprises dans les principaux secteurs d'activités vendéennes en 2011



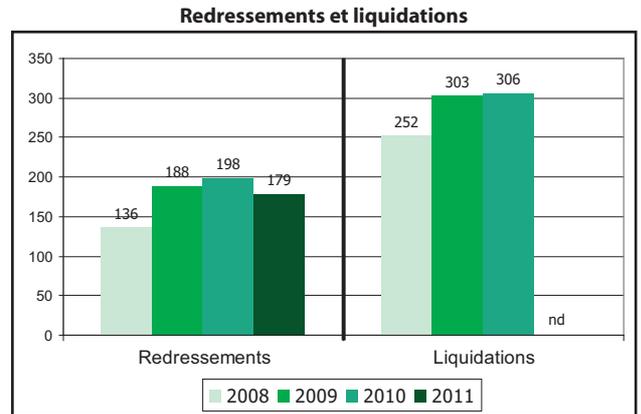
7 - Conjoncture vendéenne : Redressements et liquidations judiciaires

Source : Trib. de Com. de La Roche-sur-Yon
Traitement : OESTV

Moins de redressements en 2011

Le nombre d'ouvertures de procédures de redressements judiciaires a reculé de -9,6% en 2011 comparé à 2010 (soit 179 redressements contre 198 un an plus tôt). Toutefois, les procédures de redressement judiciaire recensées en 2011 s'affichent toujours en nette hausse comparé à 2008 (+31,6%).

Le nombre de liquidations judiciaires n'est pas encore disponible pour l'année 2011.

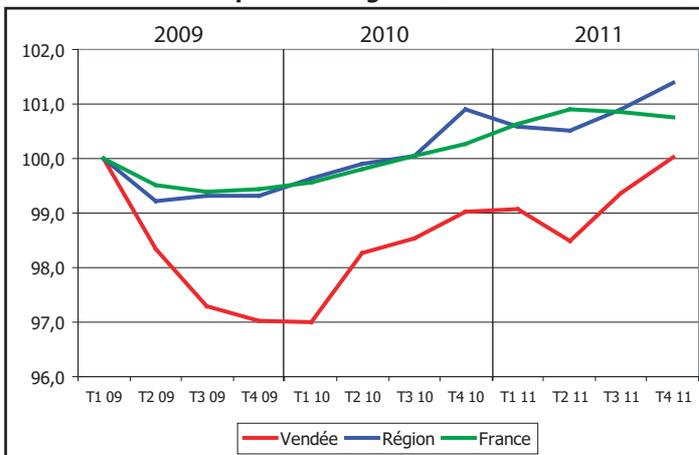


8 - Conjoncture vendéenne : Emploi

Sources : Pôle Emploi - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Hausse du nombre d'emplois salariés sur un an à fin décembre 2011

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 09)



L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs - estimations toutes tailles) a progressé de +1,0% sur un an à fin décembre 2011, soit un gain de 1 723 emplois.

Selon Pôle emploi, la Vendée compte 172 231 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin décembre 2011 (estimations données cvs).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent également en progression sur un an à fin décembre 2011 de +0,5% chacun.

L'emploi salarié selon le secteur d'activité

Sur un an à fin décembre 2011, le secteur de l'industrie enregistre de nouveau une baisse de ses effectifs salariés de -1,8%, soit une perte de 944 emplois. Depuis juin 2008, l'emploi industriel a perdu plus de 6 000 emplois, soit une baisse de -10,4%.

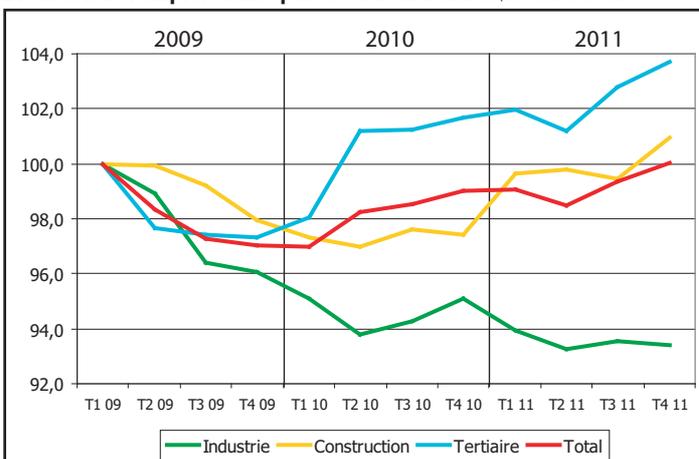
Selon Pôle emploi, la Vendée compte 52 180 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin décembre 2011.

Dans le tertiaire, le nombre des effectifs salariés progresse de +2,0% sur un an à fin décembre 2011, soit un gain de près de 2 000 emplois (1 956 emplois). Selon Pôle emploi, 99 225 emplois salariés sont recensés dans le tertiaire à fin décembre 2011.

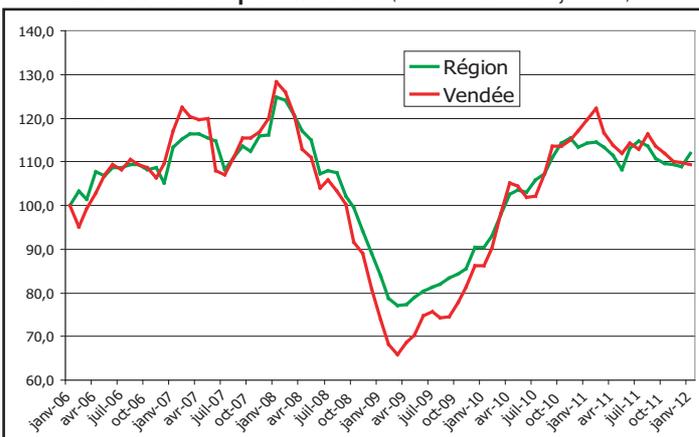
Enfin, le secteur de la construction profite également d'une hausse soutenue de ses effectifs salariés : +3,6% sur un an à fin décembre 2011, soit un gain de 717 emplois.

Selon Pôle emploi, la Vendée compte 20 626 emplois salariés dans la construction à fin décembre 2011.

Évolution de l'emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 09)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



L'intérim en Vendée

Selon Pôle emploi, la Vendée compte 8 547 intérimaires à fin janvier 2012 (données CVS) contre 9 348 un an auparavant, soit un recul de -8,6% sur un an (perte de 800 emplois intérimaires).

La Région enregistre également, dans des proportions moindres, une baisse de son nombre d'intérimaires de -2,0%.

9 - Conjoncture vendéenne : Chômage

Fortes croissances du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée depuis avril 2011

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte **23 023 demandeurs d'emploi (DE)** à la fin du mois de février 2012 (données CVS - cat.A), soit une hausse de **+10,1%** sur un an (2 107 DE en plus).

La Vendée est le département ligérien qui enregistre la plus nette dégradation de son marché du travail sur un an à fin février 2012 (+5,2% en **Région** et +6,2% en **France**).

Plus encore, depuis le mois d'avril 2011, le nombre de DE a augmenté de façon continue et souvent fortement (excepté au mois de septembre où le nombre de DE reculait de -0,2% comparé à août).

Comparé à mars 2008 (point le plus bas du chômage en Vendée avant la crise), la Vendée compte 8 660 demandeurs d'emploi supplémentaires (+60,3%).

Selon les catégories de demandeurs d'emploi

Sur un an à fin février 2012 (données CVS - Cat. A), **toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont fortement impactées par cette hausse du chômage.**

- **Femmes** : +8,6% (+943 DE)
- **Hommes** : +11,7% (+1 164 DE)
- **moins de 25 ans** : +5,1% (+198 DE)
- **25/49 ans** : +7,8% (+974 DE)
- **plus de 50 ans** : +20,3% (+935 DE).

Taux de chômage en Vendée

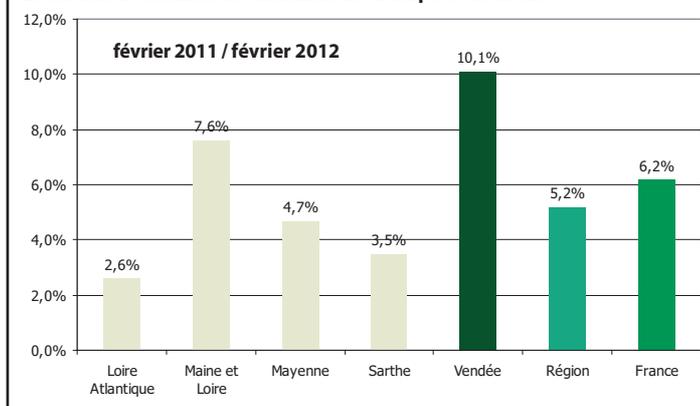
En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2011, le **taux de chômage en Vendée s'établissait à 7,4%** de la population active. Ce taux reste bien évidemment supérieur (de plus de 2 points) à celui observé en mars 2008 (5,2%) mais toujours en deçà de ceux observés en Région (8,0%) et en France (9,4%).

Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

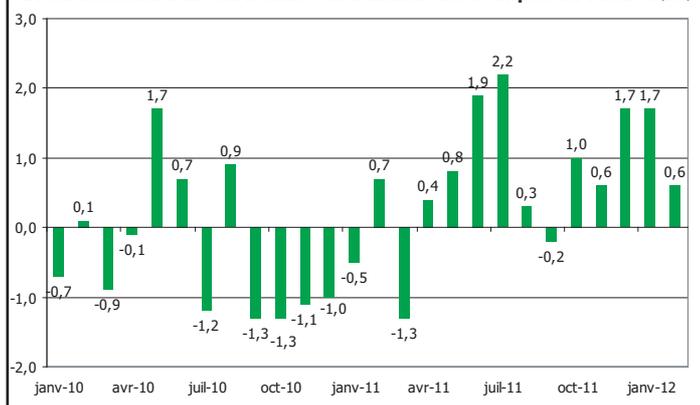
	Fév. 2012	Évol. VA fév. 2011 / fév. 2012	Taux déc. 2010	Taux déc. 2011
Vendée	23 023	+2 107	7,4%	7,4%
Région	136 091	+6 750	8,1%	8,0%
France	2 867 900	+ 168 100	9,3%	9,4%

* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi sur un an



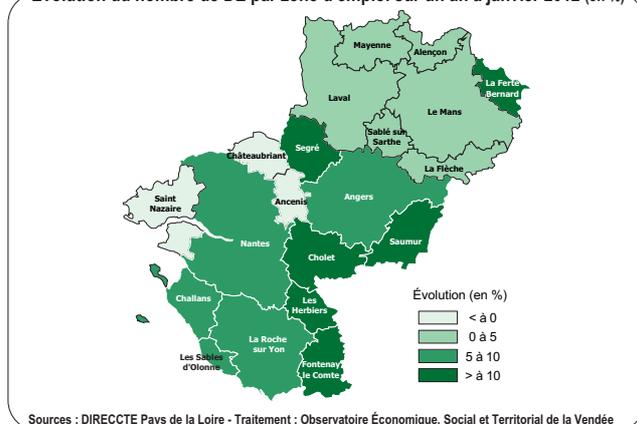
Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)



Évolution du nombre de DE et taux de chômage par zone d'emploi* en Pays de la Loire

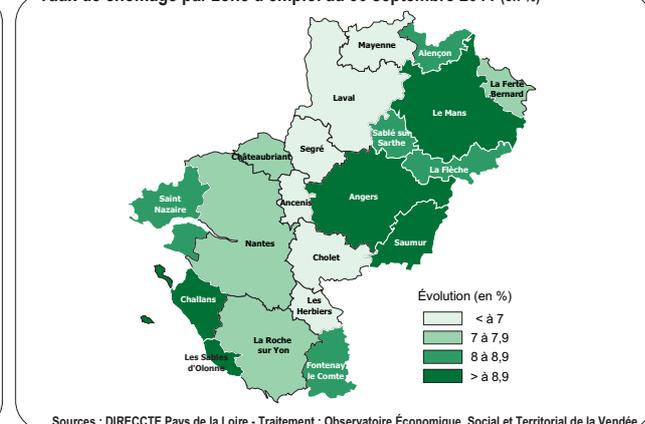
* Découpage actualisé en 2010 à partir des flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à janvier 2012 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au 30 septembre 2011 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

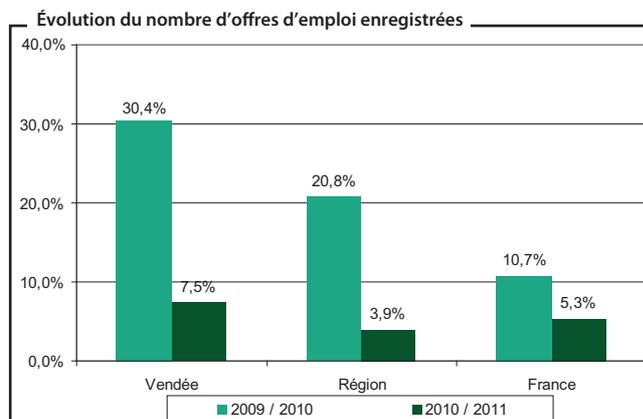
Toutes les zones d'emploi vendéennes enregistrent de fortes hausses du nombre de DE (données brutes - Cat.A) sur un an à fin janvier 2012 : +18,7% pour **Les Herbiers** (hausse la plus soutenue de la Région), +13,2% pour **Fontenay-le-Comte**, +8,8% pour **Challans**, +7,9% pour **La Roche-sur-Yon** et +7,8% pour **Les Sables d'Olonne**.

En moyenne, sur le 3^{ème} trimestre 2011, la zone d'emploi des **Herbiers** est celle qui affiche le taux de chômage le plus bas des Pays de la Loire à **5,2%** de sa population active. Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux de chômage plus élevés : 7,6% pour **La Roche-sur-Yon**, +8,9% pour **Fontenay-le-Comte**, +9,2% pour **Challans** et +10,9% pour **Les Sables d'Olonne** (taux le plus élevé de la Région).

Progression des offres d'emploi enregistrées (OEE) sur l'année 2011

Le Pôle emploi a enregistré en Vendée 31 505 offres d'emploi (données brutes - cat. ABC) en 2011 contre 29 302 en 2010, soit une augmentation de +7,5%. Cette progression est toutefois nettement plus mesurée que celle observée l'année passée (+30,4% entre 2009 et 2010).

Comme en Vendée, les Pays de la Loire et la France ont enregistré une hausse des offres d'emploi en 2011 : respectivement +3,9% et +5,3% comparé à 2010.



Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

10 - Conjoncture vendéenne : Logements et surfaces de locaux non résidentiels

En 2011, les autorisations de permis de construire progressent très fortement en Vendée dans le logement collectif et plus modérément dans l'individuel

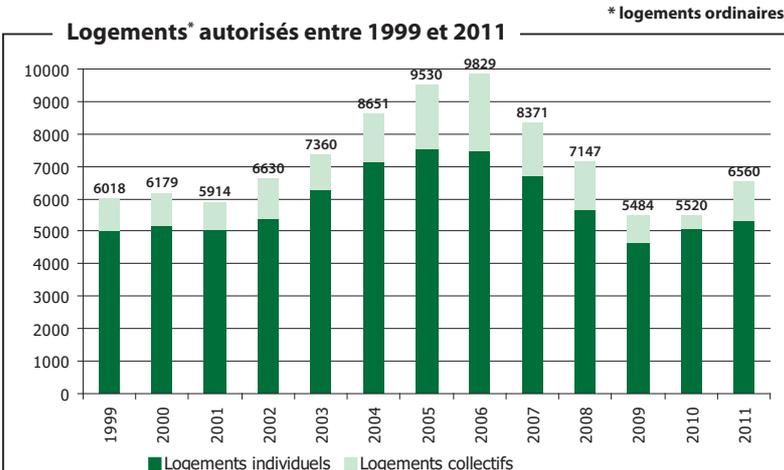
↳ Avec 6 560 logements autorisés en Vendée au cours de l'année 2011, les permis de construire délivrés s'inscrivent en forte hausse de +18,8% comparé à 2010 (5 520 autorisations).

	Vendée		Région		France	
	2011	Évol. 2010/2011	2011	Évol. 2010/2011	2011	Évol. 2010/2011
Logements autorisés*	6 560	+18,8%	31 984	-1,3%	501 166	+19,1%
Logements mis en chantier*	5 972	+3,7%	31 534	+14,4%	395 009	+21,6%

Après une stabilisation en 2010, précédée par trois années de fort repli, le marché du logement neuf semble ainsi s'inscrire de nouveau en croissance dans notre département. Quelques signes d'essoufflement étaient toutefois soulignés par les professionnels du bâtiment depuis septembre 2011, principalement dans l'individuel.

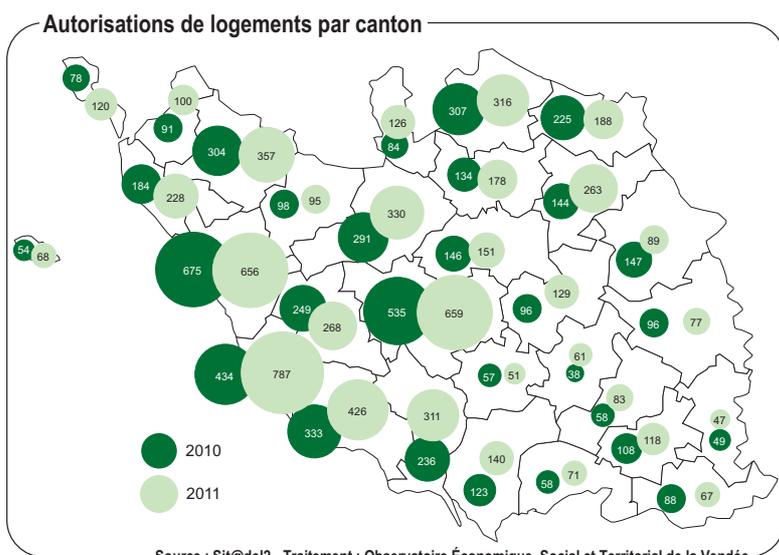
Cette hausse des autorisations de permis de construire concerne aussi bien le logement individuel que le collectif.

Dans l'individuel, qui représente 81% de l'ensemble des permis délivrés sur la période considérée, le nombre des autorisations s'inscrit en hausse de +4,7% ; soit 5 339 permis de construire contre 5 099 un an auparavant. Plus précisément, les permis progressent de +1,3% dans l'individuel pur (4 545 contre 4 485) et de +29,3% dans l'individuel groupé (794 contre 614).



Le logement collectif enregistre, pour sa part, un rebond extrêmement fort en 2011 (après 2 années de repli marqué) à +190%. Si ce marché porte sur des volumes nettement moins élevés que dans l'individuel (1 221 autorisations de logements collectifs contre 421 en 2010), la tendance observée en 2011 semble cependant indiquer le redémarrage d'un marché profondément affecté par la crise au cours des deux années précédentes (notamment sur les projets privés).

↳ Concernant les mises en chantier, elles progressent pour leur part de +3,7% en 2011 : de +1,3% dans l'individuel (4 967 mises en chantier contre 4 904 en 2010) et de +17,5% dans le collectif (1 005 contre 855).



↳ En Région, les permis de construire délivrés s'inscrivent en baisse de -1,3% (-4,2% dans l'individuel et +3,3% dans le collectif) en 2011; repli qui survient toutefois après un très fort rebond en 2010.

Les mises en chantiers progressent, quant à elles, de +14,4% sur la période observée (+9,1% dans l'individuel et +22,3% dans le collectif).

A l'échelle de l'Hexagone, enfin, les permis délivrés en 2011 s'inscrivent en forte hausse de +19,1% (+5,4% dans l'individuel et +37,2% dans le collectif) ; cette tendance prolonge celle observée en 2010.

Les mises en chantiers progressent de +21,6% en 2011 (+11,8% dans l'individuel et +33,9% dans le collectif).

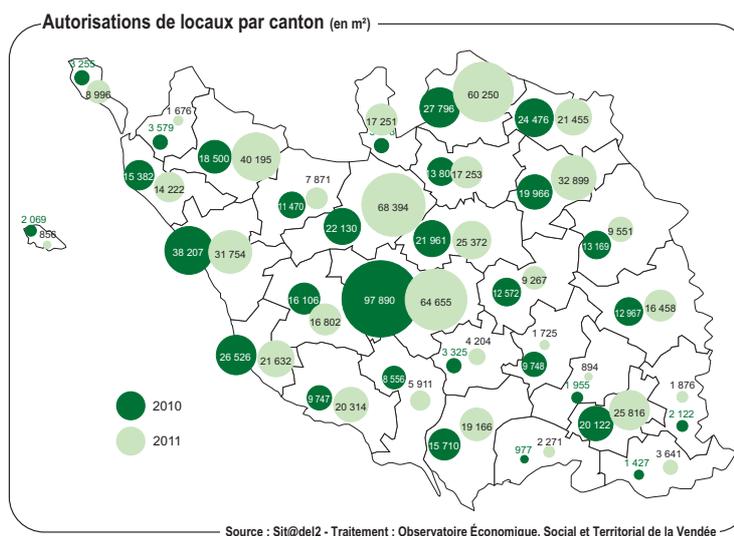
Les surfaces autorisées pour les locaux non résidentiels en Vendée en 2011 témoignent de la poursuite d'un certain rattrapage dans les investissements après le creux de 2009/2010

↳ En Vendée, les surfaces autorisées pour les locaux non résidentiels en 2011 se sont élevées à 572 600 m², soit en forte augmentation de +19,6% comparé à l'année 2010.

Cette évolution d'ensemble cache toutefois des dynamiques contrastées selon les secteurs considérés.

- ⇒ **Industrie-stockage** : +37% à 217 200 m²
- ⇒ **Commerce** : +28% à 109 500 m²
- ⇒ **Autres destinations (bureaux, hébergement hôtelier, artisanat)** : +10% à 136 000 m².
- ⇒ **Locaux du secteur public et d'intérêts collectifs** : stables à 110 000 m²

En France, les surfaces autorisées pour les bâtiments non résidentiels s'inscrivent en hausse de +7,3% en 2011, tandis qu'elles progressent de +13,4% en Région.



↳ Les mises en chantier de locaux non résidentiels en Vendée progressent également fortement sur 2011 comparé à l'année passée : +20,1% (soit 493 100 m² mis en chantier contre 410 500 en 2010).

- ⇒ **Industrie-stockage** : +74% à 212 300 m²
- ⇒ **Commerce** : -26% à 55 100 m²
- ⇒ **Autres destinations (bureaux, hébergement hôtelier, artisanat)** : +67% à 145 700 m².
- ⇒ **Locaux du secteur public et d'intérêts collectifs** : -37% à 80 100 m²

En Région et en France, les mises en chantiers de locaux non résidentiels progressent également en 2011 : respectivement +9,4% et +22,6%.

11 - Immatriculations de voitures particulières neuves

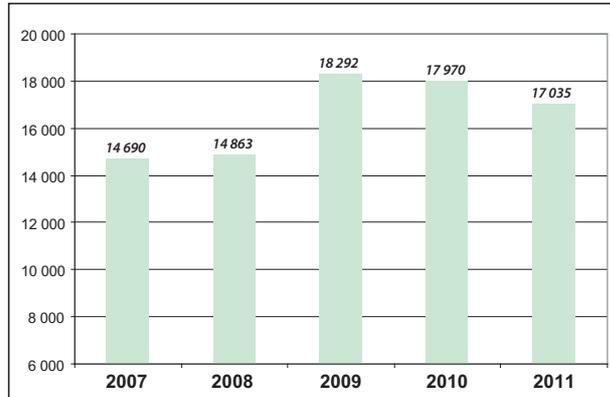
Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée : le marché se maintient encore à un haut niveau en 2011 ... mais tend à s'essouffler

En 2011, les immatriculations de voitures de tourisme neuves se sont établies à 17 035 unités en Vendée, soit en recul de -5,2% par rapport à 2010. Malgré la baisse observée, elles se maintiennent toutefois à un niveau élevé comparé à 2007 et 2008 (avant la prime à la casse). Les immatriculations comptabilisées sur 2011 ont été en effet, pour partie (au 1^{er} trimestre 2011), alimentées par un nombre non négligeable de livraisons de véhicules issues de commandes passées fin 2010 avant l'arrêt de la prime à la casse. Soulignons enfin que la croissance soutenue de la population vendéenne n'est pas neutre dans l'évolution observée des immatriculations dans notre département sur les dernières années.

Sur les 2 premiers mois de 2012, le marché des voitures neuves se retourne par contre très nettement : 2 443 immatriculations contre 3 300 sur la même période de 2011 (soit -26,0%).

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



En France, le constat est identique. Les immatriculations de voitures de tourisme neuves ont globalement assez bien résisté en 2011 (-2,2% comparé à 2010), même si, au fil des mois, les ventes ont progressivement montré des signes de ralentissement.

Sur les 2 premiers mois de 2012, elles fléchissent par contre très fortement de -20,8% comparé à la même période de 2011.

12 - Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

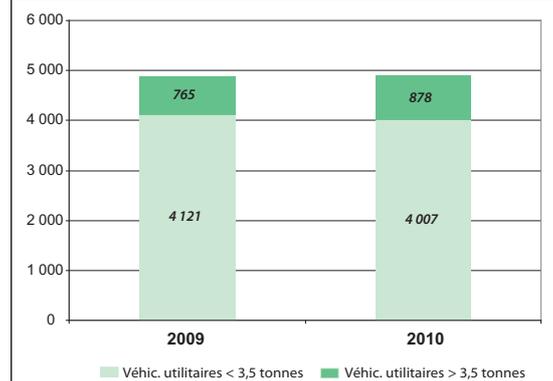
Stabilité des immatriculations de véhicules utilitaires en Vendée en 2011

En 2011, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée sont restées stables par rapport à 2010 (4 885 unités contre 4 886 en 2010). Parmi ces 4 885 immatriculations enregistrées dans notre département, les véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) se sont repliés de -2,8% à 4 007 unités tandis que ceux supérieurs à 3,5 tonnes progressaient de +14,8% à 878 unités.

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs ont, pour leur part, progressé de +5,9% sur l'année 2011.

Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers neufs ont crû de +3,1% à 425 298 unités, tandis que celles relatives aux véhicules industriels supérieurs à 3,5 tonnes ont bondi de +37,1% à 49 461 unités.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



13 - Moral des ménages vendéens*

Source et traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

* extraits tirés de la note "Enquête panel ménages vendéens" de l'OESTV à paraître début avril 2012 (n°6)

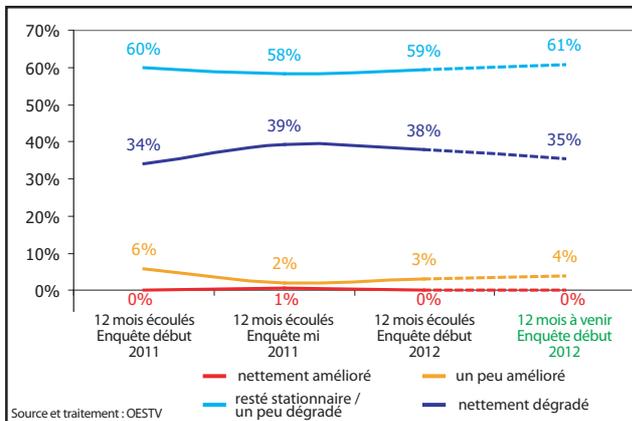
Note de lecture : les courbes pleines représentent le sentiment des ménages vendéens sur les 12 mois écoulés à la date de l'enquête. Le prolongement en pointillé exprime leur sentiment pour les 12 mois à venir.

- Niveau de vie en France - Évolution passée et à venir

Comme lors des enquêtes précédentes, les ménages vendéens interrogés ont globalement une perception négative de l'évolution du niveau de vie en France sur les 12 mois écoulés ("resté stationnaire / s'est un peu dégradé" pour 59% des ménages et "nettement dégradé" pour 38% lors de cette dernière enquête).

Concernant les 12 mois à venir, le sentiment général n'est guère meilleur : 61% estiment que le niveau de vie va "rester stationnaire / se dégrader un peu" tandis que 35% envisagent même une "nette dégradation".

Évolution du niveau de vie en France



Source et traitement : OESTV

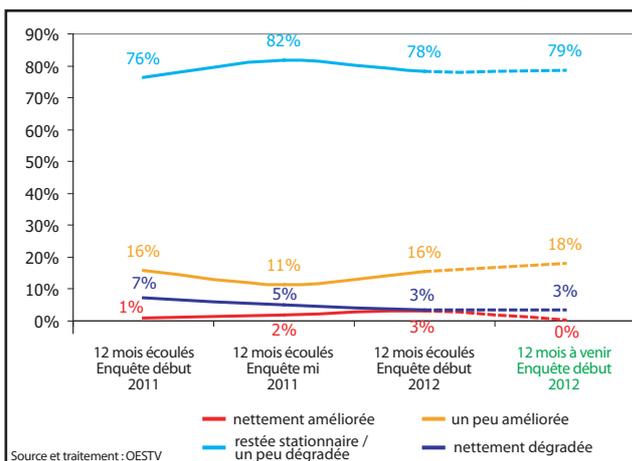
- Évolution de la situation financière du foyer

Pour une très grande majorité des ménages enquêtés (78%), la situation financière de leur foyer est "restée stationnaire / s'est dégradée un peu" au cours des 12 derniers mois. Cette tendance est proche des résultats des enquêtes précédentes.

De même, ils sont 79% à considérer que leur situation "restera stationnaire/se dégradera un peu" au cours des 12 prochains mois.

A l'inverse, 16% des ménages estiment que leur situation financière s'est "un peu améliorée" au cours des 12 derniers mois (enquête début 2012), soit le même niveau qu'il y a 1 an (enquête début 2011). Ils sont 18% à l'envisager pour les 12 prochains mois.

Évolution de la situation financière du foyer



Source et traitement : OESTV

Partenaires financiers de l'Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée



Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

81 et 81 bis rue Maréchal Joffre - 85 000 LA ROCHE-SUR-YON

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 09.71.70.38.96 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr